

LE PARARODOXE DE L'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DES DIPLOMES ET L'APPROFONDISSEMENT DU SOUS-DEVELOPPEMENT: UNE TENTATIVE DE COMPREHENSION EN RDC

[THE PARADOX OF THE INCREASEMENT IN THE NUMBER OF THE DIPLOMAS AND DEEPENING ON UNDER DEVELOPMENT: AN ATTEMPT TO A COMPREHENSION IN RDC]

Alexis MURAY MULUME-ODERHWA¹ and Anne-Marie TOTORO NABINTU²

¹Master en développement socio-économique, Assistant de 2^{ème} mandat à L'ISAM/BUKAVU, S
ecrétaire général administratif de l'Université Libre Julius Nyerere de Bukavu, RD Congo

²Master en développement socio-économique,
Assistante de 2^{ème} mandat et Directrice Générale de L'ISAM/BUKAVU, RD Congo

Copyright © 2016 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: At the independence of the DRC in 1960, the country counted less than ten academics. Its Gross domestic product (GDP) was equal to that of Canada, of South Korea and of South Africa. Fifty-six years after independence, the RDC counts several academics among them Doctors, researchers, and Professors of Universities of international frame. But a doubt plane on the quality of the produced diplomas. What pushes to believe that the diplomas offered, far from contributing to the development of the RDC, take part rather in its collapse so that the GDP cannot equalize any African country today.

KEYWORDS: Paradox, Increase, Poverty, Richness, Development, Academics.

RÉSUMÉ: A l'indépendance en 1960, le pays comptait moins de dix universitaires. Son Produit Intérieur Brut (PIB) était égal à celui du Canada, de la Corée du Sud et de l'Afrique du Sud. Cinquante-six ans après l'indépendance, la RDC compte plusieurs centaines des milliers d'universitaires dont des Docteurs, Grands chercheurs et Professeurs des Universités de renommée internationale, mais un doute plane sur la qualité des diplômes produits étant entendu que beaucoup de jeunes universités sont plus de véritables boutiques où tout s'achète y compris les diplômes. Ce qui pousse à croire que les diplômes offerts, loin de contribuer au développement de la RDC, participent plutôt à son effondrement si bien que le PIB ne peut aujourd'hui égaler aucun pays africain.

MOTS-CLEFS: paradoxe, l'augmentation, la pauvreté, la richesse, le développement, universitaires.

INTRODUCTION

Cinquante-cinq ans après l'indépendance politique de la RDC vis-à-vis de sa métropole, le Royaume de la Belgique, le pays au lieu d'avancer, de progresser, de se développer ne fait que reculer, fait du sur place année après année. En 1960, lors de l'accession du pays à la souveraineté internationale, son économie était comparable à celle de l'Afrique du Sud, du Canada et de la Corée du Sud. Aujourd'hui, le pays est classé parmi les 5 pays les plus pauvres du monde.

Il est à noter qu'à l'indépendance, la RDC ne comptait pas plus de dix diplômés d'université et une seule institution d'enseignement universitaire (l'université de Lovanium, actuelle université de Kinshasa). A l'heure actuelle, le pays compte plusieurs centaines des milliers des universitaires (diplômés des universités et instituts supérieurs).

Le déséquilibre néfaste et flagrant entre l'accroissement du nombre des diplômés et l'approfondissement du sous-développement en RDC décriés en ce moment, s'expliquerait par plusieurs facteurs liés les uns aux autres à savoir :

- L'impréparation des congolais à l'indépendance politique et à la gestion de la chose publique. Les entreprises coloniales, jadis prospères, support de l'économie nationale, ont été littéralement et systématiquement pillées, mises en moule par les charlatans entrepreneurs (acquéreurs) congolais, désignés non pas sur base de leurs mérites, expériences ou savoir faire dans la gestion entrepreneuriale mais sur base du népotisme, de l'appartenance tribale et régionale avec les décideurs ou tenants du pouvoir de l'époque.
- Le manque d'élites universitaires en 1960 a conduit aux formations sur le tas, accélérées et bâclées des diplômés des universités. Tout le monde qui se trouvait à l'université de l'époque et qui venait d'obtenir la licence a été déclaré docteur. C'est le début de l'université au Congo et de sa débâcle, qui commence à former en quatre ans des docteurs sans thèses. Le virus de la légèreté, du moindre effort et de la médiocrité dans l'enseignement universitaire et supérieur a commencé dès lors. Et comme l'être humain apprend plus facilement la destruction (le mal) ce virus se repend comme une trainée de poudre et gangrène nos universités. Les diplômés sont octroyés sans bagages intellectuels y afférents aux récipiendaires dans un cafouillage, un méli-mélo de corruption, d'avances sexuelles, dans un imbroglio total.
- La culture et la qualité des enseignements dispensés sont orientés vers les besoins de développement de la métropole et ne prennent jamais en compte les besoins de développement de la RDC. Les nombreux universitaires formés sont incapables d'impulser le développement dans leurs provinces, districts, territoires, chefferies, groupements, localités, etc. d'origine. Ils ont la tête orientée vers l'Occident. Tous presque sont formés par nos universités dans l'unique but et souci d'être « consommés » en Occident, de faire l'apologie de toutes ses valeurs, d'aller y vivre et finir leurs derniers jours dans n'importe quelles conditions d'existence voire mêmes celles frisant à la « clochardisation ». Finir sa vie dans une institution pénitentiaire, carcérale ou dans un asile de fous tant pis, pourvu que l'on soit en Occident – « Mputu », là où vivent les frères à Jésus Christ. D'autres vont même plus loin, occuper les postes de responsabilité – politiques, militaires, administratifs, mandataires publics – saigner en blanc le Trésor Public et aller sécuriser le magot pour leurs propres intérêts égoïstes en Occident. Ironie du sort, la RDC est devenue pourvoyeuse des devises aux grandes puissances de ce monde pendant que le peuple entier croupit dans la misère incommensurable et indescriptible. C'est dans ce « Far West Congolais » qu'il nous revient respectivement d'analyser dans une première partie : la prolifération des institutions d'enseignement supérieur et dans une deuxième partie : les causes de l'incapacité de nos universités à promouvoir le développement.

1 LA PROLIFERATION DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Les Institutions d'enseignement prospèrent en RDC, presque à chaque coin de la rue, on en trouve une. C'est pour vouloir mettre un peu d'ordre dans ce secteur que l'actuel ministre a signé un arrêté pour fermer plusieurs extensions et auditoriums délocalisés¹.

En République Démocratique du Congo : universités ou boutiques ?

L'Université est considérée comme un secteur d'investissement au même titre que tous les autres secteurs tels que le secteur minier, agricole, forestier, pétrolier, commerce de détail, commerce export-import, etc.

Actuellement au Congo tout le monde avec ou sans sous, avec ou sans expertise universitaire, avec un ou sans projet ou programme se lance dans l'ouverture des universités ou institutions d'enseignement supérieur avec pour unique but de gagner de l'argent avant tout.

¹ Arrêté ministériel n°122 MINESU/CAB.MIN/TMF/RK3/CPM/2015 de 2015 portant interdiction de fonctionnement des extensions des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire.

1.1 A LA RECHERCHE DES DIVIDENDES A TOUT PRIX

Tout investisseur, manager ou créateur d'entreprises a pour objectif principal la réalisation des bénéfices. C'est également dans cet esprit que s'ouvrent et fonctionnent actuellement les universités en RDC.

Sur cette lancée, la RDC compte plus de mille universités et institutions d'enseignement supérieur, plus de trois cents facultés de médecine, plus de deux cents septante huit facultés de droit pour ne citer que celles là² Plus de quatre vingt quinze pourcents de ces universités et institutions supérieures n'ont pas d'infrastructures propres à elles ou n'ont rien du tout. Cela veut dire quoi, certains d'infrastructures propres à elles ou n'ont rien du tout. Cela veut dire quoi, certains promoteurs ont encore les décrets ou arrêtés d'agrément, d'ouverture dans leurs valises et n'ont pas encore commencé les activités sur terrain pour plusieurs raisons : manque de locaux, de bibliothèques, de laboratoires, de professeurs, d'étudiants, etc. D'autres par contre, ont ouvert en occupant irrégulièrement certains locaux appartenant à l'Etat ou réquisitionnent l'après-midi, les bâtiments loués auprès de certaines universités ou écoles de la place après que ces dernières aient fini leurs activités l'avant-midi, les bâtiments loués auprès de certaines universités ou écoles de la place après que ces dernières aient fini leurs activités l'avant-midi jusqu'au début de l'après-midi.

Au Sud-Kivu et à Bukavu en dehors de l'ISP, l'UEA, l'ISDR, l'ISTM, l'ISGA, etc. presque tous les autres fonctionnent de cette manière-là.

Tout ce qui importe pour le promoteur, c'est de savoir l'effectif de cette année est de combien ? Il va gagner combien après déduction des charges dues au personnel, à la location et au fonctionnement ? Quant au reste, l'homme d'affaires s'en fout éperdument. Le reste c'est quoi, c'est la qualité de l'enseignement et le contenu du diplôme.

1.2 LA QUALITE DES DIPLOMES DELIVRES

La qualité du diplôme est la somme de beaucoup de facteurs liés, enchevêtrés, qui se pénètrent les uns aux autres. Il s'agit de l'environnement dans lequel s'effectuent les enseignements telles que les infrastructures délabrées susmentionnées. Le profil des enseignants (1.2.1) et le contenu des enseignements (1.2.2.)

1.2.1 LE PROFIL DES ENSEIGNANTS

« Dis moi qui vous juge et je vous dirai quel est votre justice³ » (5). L'université étant devenue un business, le promoteur cherche à offrir l'enseignement (les cours) les moins chers possibles pour lui permettre de gagner davantage et de réaliser une grande plus value. Dans cette veine, le promoteur confie les cours aux assistants de premier mandat qu'il paie à la sauvette parce qu'à l'heure actuelle, pour un cours de trente heures par exemple, un professeur attiré est payé 360\$ (trois cent-soixante dollars) alors qu'un assistant le liquide avec seulement 30\$ (trente dollars américains). Le choix est clair pour un investisseur, au détriment de la qualité des enseignements et aux dames des étudiants, de l'avenir de la nation et de tout son développement. Il n'existe pas de comité scientifique dans la plupart des universités pour censurer les cours y dispensés en vérifiant la pertinence du cours, son volume et surtout son contenu, c'est-à-dire, sa qualité scientifique. Les assistants sans encadrement d'un professeur, sans comité scientifique parce qu'il coûterait de l'argent supplémentaire à l'homme d'affaires, y font du n'importe quoi, gagnent des miettes et partent. Ils font la pluie et le beau temps de toutes nos universités en RDC. Dans ce climat délétère, les assistants et professeurs s'adonnent à cœur joie à la vente des syllabus pour pouvoir gagner quelque chose, malgré l'existence d'un arrêté ministérielle interdisant pareille pratique. Lesquels syllabus ne sont pas passés devant un comité scientifique de censure sont pour la plupart de qualité scientifique discutable. Il s'agit d'un véritable plagiat. C'est un coupage collage des données (textes, chiffres, etc.) ramassés ci et là, pêle-mêle, sans logique aucune et au mépris de mentionner la source. D'autres appliquent ce que nous avons qualifié de génocide intellectuel. Un assistant X appelé à donner un cours de comptabilité de 120 heures (cent et vingt) et payé en conséquence, au cours de cette année académique, dans trois jours, à raison de quatre heures par jour, il avait fini le cours et avait perçu son dû. Quand on sait qu'en première année, on retrouve les étudiants en provenance des sections comme la pédagogie générale, la scientifique, la sociale, la coupe et couture, l'agronomie, etc. qui voient pour la première fois les premières notions de comptabilité. Qu'ont-ils appris dans 12 heures (douze) ? Nous disons qu'on ne peut pas sortir de sa tête ce qu'on n'a pas appris au préalable. C'est

² Radio Okapi, le 23.07.2009 à 11heures avec comme invité le Ministre de l'enseignement supérieur Léonard Mashako Mamba).

³ Jean Jacques Rousseau dans *Esprit des lois*, 1748.

comme si, nous demandons trop à nos assistants qui ont appris dans les conditions susmentionnées. Ce qui n'empêche pas que chaque année, les universités congolaises produisent plusieurs génies, qui sortent de ce lot, qui forment l'exception pour confirmer la règle générale.

1.2.2 LE CONTENU DES ENSEIGNEMENTS

Nous l'avons déjà décrit, le contenu des enseignements est médiocre et ceci à plusieurs titres :

- D'abord, il est difficile pour l'être humain d'être son propre censeur. S'autocensurer n'est pas facile et aisé. L'être humain aime la facilité. A l'absence des comités scientifiques de censure dans les universités et instituts supérieurs, les enseignants ont tendance à s'adonner à la facilité et aux choses qu'ils jugent eux-mêmes mieux connaître et laisser de côté ce qu'ils jugent difficiles ou ne pas bien connaître ou maîtriser. Cette tendance ampute parfois certains cours de leur jus ou contenu substantiel ou précieux. Certains enseignants dans ce climat vont presque raconter leurs vies aux étudiants.
- Ensuite, la non homologation des diplômes obtenus chez les privés par l'Etat. Il fallait que l'Etat puisse évaluer les connaissances acquises par les diplômés des enseignements privés en instaurant des tests avant d'attribuer l'équivalence des diplômes. Ce système peut permettre d'arrêter la récréation qui a trop duré et de mettre du sérieux dans le contenu des cours et partant de là dans la qualité des diplômes. Osez confier pour la garde des millions des dollars au plus grand chrétien du monde – pasteur pour les protestants et Pape pour les catholiques, sans connaître avec précision le contenu de la cagnotte et qu'il s'en rende compte, vous le soumettez à la plus forte tentation de sa vie car, il en soutira des liasses et demandera pardon au Seigneur miséricordieux après.
- Enfin, l'Etat congolais avant d'agréer les universités, il devrait sérieusement étudier leurs projets de création. Quels sont leurs contenus et quels impacts, ils auront sur le développement national, régional ou local ? Quelles expertises regorgent-elles ? En quoi, elles sont novatrices par rapport aux autres universités déjà existantes dans le milieu ? De cette manière, les universités ou instituts supérieurs seraient des pools de développement, des centres d'expertises diverses auprès desquels l'état, les entreprises, les sociétés, les hommes d'affaires, les hôpitaux, laboratoires etc. recouraient pour résoudre les questions spécifiques qu'ils connaissent ou se lancent dans les recherches sur des questions précises. Et le développement de la RDC serait soutenu par les connaissances issues de ses propres universités. Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

2 INCAPACITE DES UNIVERSITES D'IMPULSER LE DEVELOPPEMENT EN RDC

Le fait pour les universités congolaises de n'avoir pas d'objets de développement clairement définis lors de leur création ; le fait de s'occuper avant tout de la rentabilité économique pour leurs promoteurs ; le fait de s'écarter des valeurs d'intégrité, de bonne moralité, de dignité ; le fait d'ouvrir sans vision, sans mission, sans programme, sans objectifs clairs de façon vaille que vaille ; le fait de s'écarter de l'excellence pour la médiocrité ; tous ces faits réunis et la liste n'est pas exhaustive ruinent de manière chronique la capacité des universités d'impulser le développement en RDC.

2.1 LES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT SONT INADAPTES AUX BESOINS DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Pour qu'un pays se développe, il faut que les actions de développement partent du bas vers le haut et non l'inverse, c'est-à-dire, il faut qu'elles soient l'expression des besoins des populations locales. Que ces dernières disent clairement ce qu'elles veulent et comment elles le veulent et qu'elles participent dans tout le processus allant de l'élaboration passant par l'exécution jusqu'au suivi – évaluation. Qu'elles considèrent le projet comme étant leurs propres affaires. Le développement doit être participatif et non celui des projets conçus dans les bureaux climatisés de la capitale et imposés aux populations comme le dit Mahatma Gandhi en ces termes : « Ce que vous faites pour moi, sans moi, vous le faites contre moi ». Dans nos universités, l'enseignement reste le prolongement de l'enseignement colonial (1.1.), les Centres, les Laboratoires, et les Instituts de recherches sont délabrés (1.2.)

2.1.1 L'ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE OU LE PROLONGEMENT DE L'ENSEIGNEMENT COLONIAL

Les élites congolaises n'ont pas réussi jusque-là à réhabiliter l'homme congolais dont les valeurs ancestrales, la dignité, l'honneur ont été sapés par le colonisateur. Le congolais apprend le modernisme, le développement, les valeurs occidentales, la « civilisation » en homme meurtri, l'âme souillée, c'est comme qui dirait, il apprend la queue entre les pattes. Il faut une

élite responsable de révolutionner ce climat d'apprentissage, de restaurer la dignité bafouée de l'homme congolais, de montrer qu'il est l'égal de l'homme blanc et qu'indiscutablement, il peut se développer à travers sa propre culture sans rechercher à se refuser et à singer l'homme blanc.

Les élites congolaises doivent prendre le risque de restaurer la réalité historique des choses. Nous les Noirs et Congolais en particuliers, nous sommes conditionnés à croire que les Noirs sont moins intelligents que les blancs, que nos valeurs traditionnelles, ancestrales sont de la sorcellerie à bannir dans notre environnement actuel. Les valeurs nous inculquées sont celles du christianisme et de la morale judéo-chrétienne qui sont présentes sur tout notre parcours et nous contraignent à admettre que l'homme noir n'a rien inventé. « On range derrière cette thèse aussi bien des Occidentaux que des Africains de l'intérieur et extérieur pour qui la culture africaine est caractérisée par son autosuffisance, sa possibilité, son manque d'ardeur à aller à la rencontre des autres cultures avant que ces dernières ne s'imposent à elle et ne l'écrase, son incapacité, une fois le mal fait, à évaluer à leur contact sans tomber dans un mimétisme abject⁴. (...) » Sommes conditionnés de croire que Dieu est Blanc et que Satan est Noir. Que la race noire est le produit de la malédiction. Que quoique nous fassions, nous ne pouvons jamais nous en sortir parce que porteurs du péché originel. « Pour Bernard LUGAN, les problèmes du continent sont moins économiques que culturels et psychologiques. L'Afrique noire n'a jamais rien découvert, rien bâti de grand dans l'histoire du monde : ni technique architecturale, ni Etats, ni rien! C'est un exemple unique au monde⁵. » Il demande même aux Occidentaux de cesser de vouloir greffer des prunes sur un palmier, de cesser de vouloir remplir ce tonneau de Danaïdes. Il faut Dé coopérer⁶. ». Et le chanteur Julio Eglezias d'ajouter : « Noir, c'est Noir, il n'y a plus d'espoir ».

Nos élites doivent prendre le même risque qu'avait pris CHEIK ANTA DIOP jusqu'au sacrifice suprême. Quand il a démontré noir sur blanc, sans ambages, sans ambiguïtés, sans tergiversations, dans « NATIONS NEGRES ET CULTURES », l'antériorité de la civilisation noire. A l'aide du système de carbone 14, il a démontré avec fracas que la civilisation Egyptienne, celle des Pharaons était une civilisation noire et que tous ces pharaons étaient une civilisation noire et que tous ces pharaons célèbres étaient tous des Noirs sans exception. Il a démontré que les pyramides, qui sont parmi les merveilles du monde, qui faisaient et continuent à faire la fierté de l'Egypte sont l'œuvre de l'Homme Noir. Jusqu'à présent, tous les avants du monde réunis ne savent pas encore par quelle magie ces noirs soulevaient les pierres de près de deux tonnes et les hisser à plus de 14m de hauteur⁷(Cantique des Cantiques 1 :5) L'élite doit montrer que même à l'époque de Jésus-Christ, Jérusalem était déjà habitée par les Noirs et rien n'exclut que lui-même le fût

Les intellectuels congolais ont du pain sur la planche. Il faut qu'ils soient armés de plus de courage afin de mettre sur pieds des programmes dans nos universités qui doivent prendre en compte le développement du pays et bannir tout ce qui n'y concourt pas. Il est par exemple inadmissible qu'un étudiant en Géographie ou en Urbanisme maîtrise à souhait les sentiers, quartiers et villes belges mais ne pas connaître l'appellation d'un seul sentier de la Commune de Bagira, dans la ville de Bukavu par exemple. Inacceptable qu'il connaisse toutes les saisons européennes et leurs alternances mais ne sait pas qu'il existe une petite saison sèche au Sud-Kivu, au mois de janvier. Il ne sait pas quand elle intervient et est de quelle durée. Un étudiant d'histoire qui connaît, la préhistoire, l'histoire et tous les leaders historiques européens mais ne peut pas savoir qui était Rwabugiri et qu'est-ce qu'il a fait au Congo et au Rwanda ?

Nos agronomes qui apprennent la culture du blé, de l'orge, du malt, de la vigne, etc., la nature du sol qu'il faut pour leur culture, la température et la durée avant la récolte ; leurs principales maladies sans avoir vu ces plantes sauf dans les livres et ne rien apprendre sur le sorgho, la patate douce, le millet, etc.

Les biologistes et autres bouquinent de nombreuses monographies sur les Ours polaires, les pélicans, les phoques, les baleines, les impériaux et rien sur les fretins (Sambaza, Ndugu du Lac Kivu), les Sardines (Mikeke du Lac Tanganyika), etc.

Un étudiant en droit qui doit connaître tout sur les droits des homosexuels, des danseurs nus, des hermaphrodites, des transsexuels, droits des animaux de compagnie tels que les chiens et les chats et rien sur le droit foncier qui pose problème au Bushi ainsi de suite.

⁴ D. TOUGA MANGUELLE, 1989, P.21, Cité par CEPROMECE BUJUMBURA, Cours de Méthodologie des affaires, CEPROMECE, Bujumbura, 2009, P.9.

⁵ Bernard LUGAN, cité par CEPROMECE BUJUMBURA, Cours de Méthodologie des affaires, CEPROMECE BUJUMBURA, 2009, PP. 12 et suivantes.

⁶Cours op. Cit. p. 9

⁷ Kanyurhi T. Tchika, L'apport de l'Afrique et de sa diaspora au monde, Edition Magazine Transatlantique Livres, Montréal-Québec, Canada, 2005, pp 1-4).

Les exemples de ce programme qui ne prend pas en compte les besoins locaux sont multiples et chacun de vous peut en citer une bonne centaine.

Pour que le Congo se développe, les intellectuels doivent prendre en main la conduite du développement national. Ils doivent prendre le troupeau par les cornes et cesser de se faire traîner, téléguider par la métropole en acceptant des enseignements désuets. Les intellectuels doivent redéfinir les programmes de développement exprimés par nos populations locales et couper le cordon ombilical avec la métropole. Certes, les échanges interuniversitaires sont nécessaires et à encourager (échanges d'expertises, d'expérience, de professeur, visites etc.). L'homme n'a pas été effectivement placé au centre des réformes économiques et des actions de développement. « L'Afrique sera développée, disait René DUMONT, quand les producteurs paysans seront considérés comme de véritables acteurs du développement ». Et dans le domaine, les managers africains ont justes en eux-mêmes parce que les pesanteurs culturelles ont beaucoup pesé sur les structures des entreprises ou tout simplement parce que les cultures du continent ont été horriblement massacrées vidant ainsi l'homme africain de sa dynamique interne. Désorienté culturellement et déstabilisé psychologiquement, l'homme africain s'est trouvé dans une situation d'incapacité à se propulser vers des lendemains meilleurs, à inventer l'avenir et à adapter les principes du management aux réalités de sa communauté⁸

2.1.2 LES CENTRES, LES LABORATOIRES ET LES INSTITUTS DE RECHERCHE SONT DELABRES

Le Centre nucléaire d'Afrique, installé par l'Agence de l'Energie Nucléaire de Vienne en 1961 qui se trouvait sur le Campus de l'Université de Kinshasa ne fonctionne plus depuis plus de trois décennies et probablement les appareils ont été démontés, pillés et vendus. Les peu de Centres, Laboratoires et instituts de recherche laissés par le colon ne fonctionnent presque plus et les peu qui fonctionnent encore sont en deçà de leurs capacités. Les matériels sont vétustes, les appareils de recherche aussi, d'autres ont été systématiquement pillés par les responsables congolais allant jusqu'à la consommation du matériel didactique ou d'expérience (cobayes, singes, chèvres, moutons, serpents, vaches, etc.). L'Etat congolais alloue peu d'argent à la recherche ainsi les chercheurs congolais sont les mal-aimés dans toutes les prévisions budgétaires qui se sont succédées après l'indépendance du pays.

Or, point n'est besoin de rappeler que tous les problèmes difficiles à résoudre sont confiés aux chercheurs et de leur part aussi, les chercheurs, font des découvertes qui aident chaque pays à ce développer. On ne peut pas prétendre se développer et refuser de payer la recherche. Ce serait comme qui dirait vouloir une chose et son contraire à la fois. Vouloir manger des omelettes mais refuser de casser les œufs.

Plus les fonds alloués aux recherches dans un pays sont importants et gérés, plus le développement de ce pays est important c'est-à-dire, visible, IRS, INERA fonctionnent à reculons, l'IRS-UVIRA a fermé, le grand Laboratoire de Bukavu fermé et a prêté provisoirement » ses locaux à l'ISTM, etc. pour ne citer que ceux-là.

3 CONCLUSION ET SUGGESTIONS

La culture judéo-chrétienne véhiculée, implantée en RDC par l'homme blanc, son Eglise, ses écoles et ses universités a ruiné l'âme du peuple congolais. Pour accéder à la valeur des « hommes », des gens civilisés, il fallait impérativement que le « sous-homme » congolais puisse se nier, se renier, il refusait ses valeurs ancestrales, son appartenance tribale, clanique, ethnique, refuser ses totems, ses croyances traditionnelles, ses tabous, ses interdits, etc. il fallait que l' « animiste congolais » c'est-à-dire un être sans âme se refuse, se remette en question, qu'il se purifie, qu'il s'exorcise pour passer à l'état de l'homme. Il fallait qu'il singe l'homme blanc, qu'il l'imité dans ses cultures, dans ses valeurs, dans son mode d'existence voire même dans son accoutrement, dans ses façons de rire, de parler, de pleurer, de marcher, de se tenir, de s'asseoir, etc. Ce refus de soi a indiscutablement amoindri l'homme congolais, l'a affecté dans son for intérieur et irrésistiblement brisé son élan vers le développement. Aucun développement n'est possible ou envisageable en se refusant, en se sous-estimant, en niant ses propres valeurs sociales. Il est pratiquement difficile de se développer dans les valeurs des autres, en singeant, en imitant ». Tout développement digne de ce nom doit être respectueux de l'homme et de toutes ses valeurs, qui font partie intégrante de son être. Le développement doit entrer en symbiose absolue avec l'homme, son environnement (ses croyances, ses totems, ses tabous, etc.). Tout autre comportement ou vision ne serait pas porteur des fruits, de bons

⁸ Cours op. Cit. pp. 9 et 10

résultats car, étant une œuvre de destruction pure et simple, de déstabilisation, de régression de l'homme qui doit être au centre du développement.

Au demeurant, il est absurde de croire que le diplôme peut développer un pays. Les gens qui ont créé les universités n'ont pas été dans les universités parce qu'elles n'existaient pas. Ils les ont créés pour les autres. Ils ont formé les diplômés des universités sans avoir été à l'université. C'est illogique mais ce n'est pas de la fiction ni de l'utopie. Les grandes théories de développement et autres enseignées dans nos universités, sur base des expériences des pionniers « pathfinders », des entrepreneurs qui ont réussi, des gens qui ont pris des risques dans divers domaines de la vie. Le diplôme n'est pas la condition sine qua none pour atteindre le développement ». En ce qui concerne la RDC, il est même un frein. Car son contenu est creux. Les diplômés ne sont plus des modèles à imiter ou à inciter au développement. Un diplôme-papier qui n'est pas soutenu par les connaissances, des hommes sans diplômes d'universités, ayant des valeurs, des connaissances, des expertises éprouvées dans tel ou tel domaine que des diplômés-chiffons produits dans les universités en ce moment en RDC. Aux Etats-Unis, la plus grande puissance du monde, son développement n'est pas l'œuvre des diplômés. Certes, ils y contribuent grandement mais, c'est l'œuvre de bons aventuriers qui avaient des idées claires et qu'ils tenaient absolument à mettre en évidence, en application contre vents et marées. Dans ce pays, la valeur de l'homme ne se mesure pas par son diplôme (Master, Phd) mais par son savoir faire et le volume de son portefeuille. Le dollar américain est la valeur suprême de ce pays. Combien en compte votre porte-monnaie et on vous attribuera une quelconque valeur sociale. Plus vous en avez, plus vous êtes considérés par vos concitoyens. Ils vous lèchent les pieds, le cul et d'autres, si vous êtes trop vicieux vous les envoyer se faire enculer par les chiens spécialement dressés pour cet exercice presque macabre. Est considéré comme « Super Docteur », celui qui n'a pas de diplôme formel de l'université mais qui crée des emplois pour les docteurs formés dans les universités et beaucoup d'autres universitaires de diplômes inférieurs. Plusieurs universités courent derrière lui pour qu'il donne cours sur sa réussite aux universitaires même si ces pieds n'ont jamais foulés cet hémicycle, d'autres courent pour lui attribuer dans une concurrence sans commune mesure, le diplôme de « Docteur Honoris Causa ». C'est honteux dans ce pays de s'appeler docteur et de se mettre sur le marché de l'emploi ; solliciter un emploi créé par un analphabète ou un non docteur. Pour un américain, un docteur, c'est avant tout un créateur d'emplois, une véritable locomotive qui traîne plusieurs (wagons) milliers d'hommes sur le marché de l'emploi et non l'inverse. C'est un échec sur le plan personnel voire même sur le plan national – à cause des moyens énormes investis pour sa formation – qu'un docteur se transforme en quémandeur d'emploi. Notons qu'aux Etats-Unis d'Amérique, « Thomas Edison... devint le plus grand inventeur du monde bien qu'il n'ait été que trois mois à l'école... et il ne manquait pas d'instruction et ne mourut pas dans la misère⁹ »

C'est cette idée qu'il faudra encourager en RDC au lieu d'encourager cette ruée vers les diplômés incapables de créer un emploi et de se mettre à quémander les emplois créés par les analphabètes. C'est une question de dignité et de valeur personnelle car, la dignité d'un homme n'a pas de prix. Elle ne se vend jamais. C'est tout ce qui reste après la mort. Désormais, nous disons pour notre part que, c'est une honte bleue, qu'un analphabète ou un semi lettré crée l'emploi pour un docteur, un professeur d'université.

Pour avancer, absolument, le mythe du diplôme devra tomber. Les gros diplômes qu'on affiche, bien encadrés dans le salon, à la portée de tous les visiteurs de la maison ; les gros titres académiques et autres, docteur, professeur, ingénieur, médecin, avocat, révérend, monseigneur, etc. qu'on s'en prévaut sur les cartes de visites et qu'on distribue comme des arachides à tout passant, qui cachent parfois de vraies insuffisances personnelles devront céder la place aux réalisations personnelles concrètes comme des références dans la présentation individuelle. Car, le développement national n'est rien d'autre que la somme des développements individuels. La démythification du diplôme au Congo devra donc à notre avis, être le cheval de bataille de tout congolais épris par le souci du développement national. La population doit se rendre à l'évidence de l'inadéquation entre le diplôme et le développement. Accepter que le développement peut intervenir sans être doté de ce papier de nos « Fameuses universités ». Il faut que l'importance soit accordée à la maîtrise des métiers à la professionnalisation et le développement du pays sera (individuellement) inévitable.

A Bukavu, la mentalité commence fort heureusement par changer petit à petit. A force de côtoyer les diplômés d'université incapables d'écrire une lettre de motivation – demande d'emploi – de produire une seule phrase correcte en français ou en swahili (une langue locale et de travail de l'OUA et parlée dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Est et du Centre) incapables de se débrouiller dans la vie pratique, de fonctionner avec leurs diplômes, les gens ne croient plus au diplôme-papier mais à son contenu. Sa démythification future est certaine et pointe déjà à l'horizon. Ceci s'illustre aisément. A

⁹ Cours op. cit. p. 39.

Bukavu, est notable, pas celui qui a le diplôme le plus élevé mais celui qui a plus de biens matériels. Ce principe de la notabilité s'apparente à la mentalité américaine et canadienne. Dans l'avenir, il sera question de faire la censure sociale entre la notabilité acquise sur base d'une idée noble, sur laquelle l'intéressé a durablement travaillé, transformé en actions et produit des biens matériels, de la notabilité conquise par la fraude, la corruption, le détournement des deniers publics. Sans quoi, on risquerait de valoriser la médiocrité, les antivaleurs ce qui ruinerait gravement la jeunesse de notre pays. Car, elle croirait au moindre effort, à la richesse facile et malhonnêtement acquise. Ce qui constituerait un handicap à la formation d'une jeunesse responsable et hypothéquerait toute chance du développement du pays. Il y a là un autre paradoxe et qui fera probablement l'objet d'une autre recherche car, l'étude historique de presque toutes les bourgeoisies, les grosses fortunes du monde révèle qu'elles ont pour origine : les pillages, la plus value, les fraudes fiscales, les détournements des deniers publics, le trafic des dragues et des armes, etc. Bref, la blanchiment de l'argent sale.

Enfin, l'université doit former les diplômés qui ont les pieds sur terre et la tête sur les épaules. Les diplômés capables de produire des richesses localement, d'impulser le développement dans leurs milieux et non des diplômés tournés vers l'Occident ; qui pensent, respirent et rêvent en occidentaux tout en étant au Congo ; qui vivent dans l'illusion totale, Il faut pour ce faire, un enseignement qui prend en compte les besoins exprimés localement, qui réhabilite l'homme et la culture congolaise ; qui valorise les acquis traditionnels ; qui ne voient pas tout ce qui est africain comme étant de la sorcellerie, paganisme et antivaleurs. Il faut redéfinir le contenu des programmes dans nos universités, définir les nouveaux standards d'évaluation, définir le profil du corps administratif et enseignement et enfin, définir et instaurer l'effectivité des sanctions. Ainsi faire de nos universités – de nos universitaires – des pools, des centres à partir desquels le développement doit partir et non simplement un lieu d'accumulation des palmarès de nombreux papiers appelés diplômes sans connaissances ni expertises.

REFERENCES

- [1] WILAERT M., Kivu redécouvert, Ed. Arnold, Bruxelles, 1973.
- [2] ROUSSEAU J.J., Esprit des lois, 1748.
- [3] KANYURHI T., L'apport de l'Afrique et de sa diaspora au monde, Ed. Magazine Transatlantique, Montréal-Québec, Canada, 2005.
- [4] LEFEBVRE R., le Film de ma vie, Ed. France Empire, 1973.
- [5] CEPROME, cours de déontologie des affaires, inédit, Burundi, 2009.
- [6] Encyclopédie Libre, « Education en RD Congo », Wikipedia, 2009.
- [7] Arrêté ministériel n°122 MINESU/CAB.MIN/TMF/RK3/CPM/2015 de 2015 portant interdiction de fonctionnement des extensions des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire.